

Compte-rendu du Colloque international :

Les démocraties européennes à l'épreuve de la dictature (1919-1939) : Critique et réflexion démocratiques dans les espaces publics européens.

17-19 juin 2019, MISHA, Université de Strasbourg

Par Anne-Sophie Hillard, Gauthier Labarthe et Juliette Rupp

Le colloque international « Les démocraties européennes à l'épreuve de la dictature (1919-1939) : Critique et réflexion démocratiques dans les espaces publics européens » s'est tenu à l'Université de Strasbourg du 17 au 19 juin 2019 grâce à l'organisation de **Pascal Fagot**, **Christian Jacques** et **Eve Hoerth** de l'EA 1341 « Mondes germaniques et nord-européens ». Il s'agit du deuxième colloque d'un cycle de quatre dont le premier a eu lieu en mars 2019 à Paris. Le cadre en est le programme de formation-recherche « Quelle(s) démocratie(s) ? La réflexion sur la crise, la modernisation et les limites de la démocratie en Allemagne, France, Angleterre et en Europe centrale entre 1919 et 1939 » soutenu par le CIERA et les groupes de recherche des différentes universités et instituts y participant.

Les trois journées de juin se sont déclinées en quatre ateliers et une table ronde. L'objectif a été de saisir plus précisément les limites entre démocratie et dictature dans la période de l'entre-deux-guerres, alors que les deux systèmes politiques se présentaient aux États européens comme issue politique possible.

Penser les contours de la démocratie

Cet atelier abordait différentes définitions de la démocratie en Europe (Autriche, Luxembourg et France), montrant d'emblée les ambivalences et zones grises de ce terme usuel.

Péter Techet (Mayence) a présenté le conflit intellectuel entre la théorie « autrichienne » de la démocratie et du droit positif telle que pensée par le constitutionnaliste Hans Kelsen dans sa *Théorie pure du droit* (1934), et la pensée démocratique « allemande » de Carl Schmitt. Kelsen a pensé l'État non pas comme une institution avec des lois préétablies, mais comme un système juridique défendant les droits des minorités dans une société fondamentalement hétérogène, telle que celle de la Première République d'Autriche.

Un pas vers le nord-ouest avec la présentation de **Vincent Artuso** (Luxembourg) a permis de connaître le contexte de naissance de la démocratie parlementaire luxembourgeoise qui s'est faite en réaction à la loi dite « loi muselière ». Dans le Luxembourg des années 1930, l'État hésitait entre un tournant autoritaire et un tournant social, sur fond de crise économique et identitaire : il y avait une peur de tout ce qui était étranger, aussi bien dans les mouvements

politiques de droite que dans ceux de gauche. En 1937 fut votée la « Loi muselière » dans la continuité de la loi d'exception de 1915, qui permettait de légiférer par arrêtés, c'est-à-dire de façon autoritaire, notamment sur les questions d'immigration.

Hanno Rebahn (Vienne) a présenté sa thèse dernièrement soutenue en proposant une analyse conceptuelle critique des différents emplois du terme « démocratie » par les cinq partis et mouvements politiques de la Première République d'Autriche. En est ressortie l'idée que les partis ont fait un usage vague, voire contradictoire du terme.

Enfin, l'exposé de **Claus Schaefer** (Erlangen-Nuremberg) portait sur André François-Poncet, diplomate français à Berlin, et sa définition du républicanisme moderne. Selon lui, l'élite devait regagner sa juste place politique afin de remettre la démocratie sur le droit chemin en l'ôtant des mains de la masse majoritaire. Sa définition se fonde sur un « nationalisme éclairé » et peut être perçue comme prémices théoriques du régime de Vichy. Le républicanisme moderne reposerait sur un ordre social et économique libéral, un État autoritaire et le règne de l'élite technocrate et scientifique élue démocratiquement.

La démocratie comme objet de controverses dans l'espace littéraire

La matinée du mardi 18 juin a été consacrée à la thématique de la démocratie dans l'espace littéraire : quelles controverses y sont à l'œuvre ? Quel rôle joue le caractère littéraire des textes dans le déploiement de cette thématique ?

Jean-François Laplénie, avec sa conférence « Un espace littéraire d'imagination politique : la mise en scène des débats politiques dans les romans de la révolution allemande (1927-1932) », s'est intéressé à la manière dont la question politique est représentée dans les romans traitant de la révolution allemande de 1918-1919 et de l'expérience de la démocratie. Il distingue deux types de *Revolutionsromane* ; les premiers, écrits juste après la révolution, et les seconds, écrits de 1927 à 1932, qui lui ont semblé être un corpus particulièrement homogène et fructueux. La question posée par Jean-François Laplénie est celle de l'articulation des niveaux individuels et collectifs dans la littérature. En effet, s'il est clair qu'un positionnement politique est au cœur de chacun de ces *Tendenzbücher*, il n'en reste pas moins que l'affirmation d'une idée politique collective se heurte à la prédominance du niveau individuel dans les livres. Dès lors, il s'agit de se demander comment faire parler ce collectif et comment s'articule la polyphonie des voix de celui-ci. Cette conférence a donc présenté et analysé différents *Revolutionsromane* dans cette perspective, en y démêlant les différentes voix et en s'attachant à la manière dont l'aspect littéraire des textes se fait le véhicule d'un contenu politique. De la discussion qui a suivi la conférence, il est également ressorti que le roman est un genre qui s'adapte peu à une telle circulation d'idées, alors que le théâtre, lui, se prête particulièrement à la polyphonie.

Matthias Kern s'est quant à lui intéressé au roman populiste. Dans sa conférence, « La démocratie comme enjeu littéraire ? À propos du roman populiste de Léon Lemonnier », il a posé la question de la possibilité pour la littérature de participer à la diffusion de valeurs démocratiques et/ou républicaines. La thématique de l'articulation entre pluralité des voix et collectivité était également présente puisqu'il s'agissait là encore de la diffusion d'idées qui remporteraient l'adhésion de toute une population. Matthias Kern s'est intéressé à la politisation de la littérature, en particulier à travers l'émergence du roman populiste qui s'inspire du naturalisme tout en critiquant son « scientisme primaire ». À travers une analyse progressive de *La femme sans péché* de Léon Lemonnier (1927), il montre que le roman dessert son intention. Les péripéties de Sophie, cette femme sans péché incarnant la morale chrétienne, ne relèvent certes pas d'une « littérature bourgeoise », néanmoins le récit ne se situe aucunement dans un décor spécifiquement populaire. Au contraire, loué par la critique pour son écriture « classique », le roman de Lemonnier semble aller à l'encontre de cette littérature-témoignage que visait le roman populiste.

Il a ensuite été question des réflexions sur la démocratie chez Thomas Mann avec l'exposé de **Sebastian Hansen** « 'Demokratie hingegen ist ewig menschlich'. Thomas Manns Werben für die Demokratie in Deutschland und Europa 1919-1939 ». Sebastian Hansen a analysé la rupture dans la pensée de Mann causée par l'assassinat de Walther Rathenau en 1922, qui le conduisit à adopter une position démocratique, mais il s'est également attaché à montrer en quoi cette rupture pouvait aussi être perçue comme une continuité. Il s'agissait dès lors de comprendre les étapes successives qui ont amené Mann à sa prise de position finale sur la démocratie comme « éternellement humaine » – en opposition au fascisme qui, lui, ne peut être que temporaire. Sebastian Hansen a expliqué que, dans un premier temps, la critique de Thomas Mann vis-à-vis des démocraties occidentales se situait déjà dans la recherche d'un modèle politique qui ne serait plus celui de l'empire allemand et qu'il reconnaissait déjà la démocratie comme possible nouveau politique. Puis, Sebastian Hansen a souligné que, si Thomas Mann s'en prend à une société bourgeoise coupable d'avoir détruit la *Bildungsbürgertum*, il cherche par ailleurs une nouvelle conception de ce que peut être la citoyenneté cultivée qu'il conçoit comme un symbole de vie éthique (« ethisches Lebenssymbol »). C'est qu'avant tout, Mann a recherché dans son cheminement vers la pensée démocratique une réalisation de valeurs intemporelles qui seraient celles de l'Humain.

La matinée s'est poursuivie avec l'intervention de **Marion Garot** (Toulouse) qui portait sur « Joseph Roth le journaliste face aux violences politiques durant la République de Weimar (1919-1933) ». Marion Garot y a expliqué la manière dont Joseph Roth s'est positionné, en tant que journaliste, par rapport à la montée du fascisme dans la République de Weimar et aux violences qui l'ont accompagnée. Fervent défenseur de la république, Roth s'oppose notamment aux détracteurs de Weimar, comme le montre l'étude de ses articles sur le

« nationalisme de toilettes ». Son rejet de toute forme d'intolérance le pousse à dénoncer les actions violentes des partis politiques, la radicalisation d'une partie de la jeunesse au nom du patriotisme, l'attitude de la police vis-à-vis des nationalistes, ainsi qu'une trop grande intimité entre presse et politique. Cette dernière critique le poussera d'ailleurs à prendre ses distances avec la *Frankfurter Zeitung*. Marion Garot a analysé la logique critique que Roth met en œuvre dans ces articles afin d'en saisir la teneur et la portée politiques. Elle a souligné l'importance de la plume journalistique de Roth qui, dès lors, devient une arme politique au service de la démocratie.

Le dernier exposé de cette session portait sur le théâtre de Karel Čapek. Dans son exposé « Das Theater, ein demokratischer Ort? Technologie und Totalitarismus bei Karel Čapek », **Andreas Häcker** (Strasbourg) s'est intéressé à la manière dont la pensée politique et la technologie surgissent sur la scène théâtrale. En effet, chez Čapek, les mondes technocratiques et totalitaires semblent dans une certaine mesure recouper des préoccupations contemporaines, comme en témoignent les mises en scène récentes impliquant robots industriels et autres assistants vocaux. En s'intéressant à la réception transnationale de R.U.R., une comédie collective utopiste, et à ses mises en scène des années 1920 et 1930, Andreas Häcker a montré que la révolution des androïdes face aux humains est encore une manière de parler de l'Homme et de sa robotisation à l'ère industrielle. C'est ici une critique des soldats-robots qui est sous-tendue, dévoilant la pensée pacifiste de l'auteur. Mais comment cette pensée pacifiste et humaniste peut-elle se développer sur scène ? Andreas Häcker s'est demandé si le théâtre peut constituer un espace démocratique ou s'il est structurellement autoritaire. A cet égard, le guide illustré, *Wie ein Theaterstück entsteht* (1925), a été l'occasion de souligner que, chez Čapek, il importe en premier lieu d'interroger les processus de production et de création du sens.

Stratégies et pratiques démocratiques

Le troisième atelier « Stratégies et pratiques démocratiques » s'est intéressé à la démocratie en pratique avec tout d'abord un exposé de **Christian Jacques** (Strasbourg) sur le social-démocrate Emanuel Radl, qui a participé activement au débat public sur la nature de l'État tchécoslovaque et publié plusieurs ouvrages sur la question de la minorité nationale allemande, l'histoire et la démocratie. Il était à la fois scientifique, historien et publiciste. Son discours, critique vis-à-vis de la fondation de l'État tchèque et de sa gestion de la minorité allemande, est néanmoins contradictoire, puisqu'il prône d'une part la participation active des citoyens, mais définit d'autre part une ethnie tchèque qui exclut les minorités.

Dans son exposé intitulé « Manifestation politischer Meinung im öffentlichen Raum. Demonstrationen in Wien während der Ersten Republik », **Benjamin Grilj** (Institut für jüdische Geschichte Österreichs) se penche sur le sort réservé par les médias autrichiens à la question

des manifestations de rue. Partant de l'usage qui en est fait dans les différents journaux de l'époque, le chercheur met à jour les tensions socio-politiques et l'évolution de la république autrichienne dans la période de l'entre-deux guerres. Alors que les premières manifestations témoignaient encore d'une réelle volonté de s'approprier l'espace public et les nouveaux outils d'expression politique – les sujets étaient débattus pendant la manifestation elle-même et pouvait évoluer en cours de route –, les années suivantes marquent une récupération progressive de ces événements par les idéologies de masse qui se développent à l'époque et qui accroissent l'écart entre d'un côté les politiques du gouvernement en place et les idées démocratiques d'un autre côté.

L'intervention de **Gérald Arboit** (« Identités Relations Internationales et Civilisations de l'Europe. La longue crise politique luxembourgeoise, 1913-1940. ») analyse la crise politique qui secoua le Grand-Duché du Luxembourg entre 1913 et 1940. La mort de Paul Eyschen, à la tête du gouvernement entre 1878 et 1915, marque le début d'une période trouble dont les raisons sont triples : la crise est une crise parlementaire, dynastique et autoritaire. La disparition d'Eyschen, dont l'assise parlementaire s'était déjà fortement effritée à la veille de la Première guerre mondiale, laisse un grand vide et n'en dévoile que davantage la fragilité du système. A cela s'ajoutent les tentatives venant de Belgique pour déstabiliser Marie-Adélaïde et s'emparer de la couronne. Cet aspect reste cependant secondaire par rapport à la politisation croissante des ouvriers qui, sous l'influence de l'évolution politique et idéologique des pays frontaliers, s'orientent vers les partis socialistes et chrétiens. Si le gouvernement tente de tempérer ces nouvelles forces politiques (en interdisant par exemple, toute activité visant à abolir ou à changer la Constitution), l'opposition extraparlamentaire maintient la pression et accentue l'instabilité politique de cette période.

Table ronde

En fin d'après-midi a été organisée **une table ronde** à laquelle ont participé Emilia Kustova, maîtresse de conférences en civilisation russe à l'Université de Strasbourg, Stéphane de Tapia, Professeur au département d'études turques à l'Université de Strasbourg et Emmanuel Droit, professeur en histoire contemporaine à Sciences Po Strasbourg. La table ronde a été animée par **Reiner Marcowitz**, professeur de civilisation allemande à l'Université de Lorraine.

Emilia Kustova :

La Russie revendique, dans le monde, un statut de démocratie et de défenseur de la démocratie, justifiant par là nombre d'ingérences géopolitiques et militaires. Cela s'explique notamment par le fait que la Russie est une démocratie du point de vue formel. Elle s'est en

effet inspirée des modèles constitutionnels américain et français, tout en ménageant certaines zones d’ombres liées à des formulations imprécises et approximatives. La chercheuse évoque également une tradition de constitution démocratique, comme en témoignent les modifications effectuées en 1936 puis 1977. Cette façade ne doit cependant pas masquer les tendances autoritaires ainsi que la confiscation de l’opinion publique, réduisant les partis et médias d’opposition à peau de chagrin. La tradition démocratique russe s’ancre davantage dans l’idée d’une démocratie souveraine ou dirigée.

Stéphane de Tapia :

Stéphane de Tapia commence par souligner un certain nombre de similitudes entre la situation turque et la situation russe. En effet, contrairement à un certain nombre de préjugés, la notion de démocratie en Turquie n’est pas si récente. Vers la fin de l’empire ottoman, elle s’est imposée comme un système politique possible et viable, bien que marqué encore à l’heure actuelle par les tensions entre l’autoritarisme réactionnaire et les aspirations d’une partie de la population au progrès et à l’Europe. Ces dernières décennies s’inscrivent dans cette évolution cyclique. La crise actuelle présente cependant des signes particulièrement alarmants : la presse est harcelée, les débats sont tronqués et les médias d’opposition fermés. Ces mesures prises par le gouvernement se heurtent malgré tout à l’opposition d’une partie importante de la population, ravivant les tensions et accroissant les menaces de guerre civile déjà effective dans le sud-est de l’Anatolie (régions de peuplement kurde et arabe). Seule cette résistance, massive à certains moments comme les élections ou les fêtes nationales, sauve la Turquie de l’état dictatorial.

Emmanuel Droit :

En ce qui concerne les sociétés allemande et française, Emmanuel Droit explique que les tendances populistes actuelles ébranlent profondément les modèles démocratiques en vigueur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L’euphorie de la démocratie à laquelle a succédé l’idée de la démocratie comme modèle indépassable de régime, a laissé place à de profondes remises en question. Les systèmes actuels ne semblent plus en mesure de répondre aux questions d’une population qui doit faire face à de nouveaux problèmes et de nouveaux défis. Il en résulte une profonde désarticulation entre un modèle politique occidental-centré et les attentes d’une société confrontée à de profondes mutations. Face à l’échec du modèle de démocratie inclusive – en témoigne l’incapacité de ces régimes à intégrer les descendants des travailleurs immigrés par exemple – se pose la question de nouvelles formes de pouvoir qui seraient capables de répondre au défi d’une déconcentration du pouvoir et d’une repolitisation de la société par des mécanismes plus horizontaux et moins verticaux.

Transnationalité des débats et des pratiques démocratiques

Dans son intervention intitulée « Einigkeit im Gegensätzlichen. Frankreich- und Deutschlandbilder der intellektuellen Kollaboration », **Sebastian Liebold** (Technische Universität Chemnitz) analyse les phénomènes de transfert d'idées dans le contexte de l'entre-deux-guerres. Il propose pour cela un regard croisé entre la France et l'Allemagne en s'intéressant plus particulièrement au parcours de trois publicistes allemands (Friedrich Sieburg, Karl Epting, Johannes Stoye) et de trois intellectuels français (André Germain, Alphonse de Châteaubriant, Bertrand de Jouvenel). Reconstituant au travers des écrits de chacune de ces figures les images que les deux pays voisins avaient l'un de l'autre, il met au jour certaines différences importantes au sein des discours antidémocratiques. Il souligne notamment, côté français, des projets d'entente entre les deux peuples (et donc un rejet de la politique expansionniste) ainsi qu'une fascination pour le régime nazi. Au terme de la comparaison, il apparaît que ces cercles allemands considéraient cette dictature comme un signe de modernité, alors qu'elle était perçue, en France, comme la restauration tant souhaitée d'idées prérévolutionnaires.

Protokoll der internationalen Tagung:

Die europäischen Demokratien unter dem Druck der Diktatur (1919-1939): demokratische Kritik und Überlegung in den öffentlichen Räumen Europas.

17. bis 19. Juni 2019, MISHA, Universität Strasbourg

Von Anne-Sophie Hillard, Gauthier Labarthe und Juliette Rupp

Die internationale Tagung *„Les démocraties européennes à l'épreuve de la dictature (1919-1939) : Critique et réflexion démocratiques dans les espaces publics européens“* fand vom 17. bis zum 19. Juni 2019 an der Universität Strasbourg dank Pascal Fagot, Christian Jacques und Eve Hoerth der Forschungsgruppe EA1341 „Mondes germaniques et nord-européens“ statt. Es handelt sich um die zweite Tagung eines vierteiligen Zyklus, dessen erste Sitzung im März 2019 in Paris stattfand. Der Rahmen dieser Veranstaltungen ist das Forschungs- und Ausbildungsprogramm *„Quelle(s) démocratie(s) ? La réflexion sur la crise, la modernisation et les limites de la démocratie en Allemagne, France, Angleterre et en Europe centrale entre 1919 et 1939“*, das vom CIERA und den Forschungsgruppen der verschiedenen teilnehmenden Universitäten und Instituten gefördert wird.

Die drei Junitage liefen in vier Phasen und einem runden Tisch ab. Das gemeinsame Ziel war, die Grenzen zwischen Demokratie und Diktatur in der Zwischenkriegszeit, als beide politische Systeme einen möglichen Ausgang aus der politischen Unsicherheit europäischer Staaten bildeten, näher zu bearbeiten und zu begreifen.

Die Umriss der Demokratie

Unter dem Titel *„Die Umriss der Demokratie denken“* handelte die erste Sektion von verschiedenen Bezeichnungen der Demokratie in Europa (Österreich, Luxemburg und Frankreich) und rückte von vornherein die Zweideutigkeiten und Grauzonen des gebräuchlichen Ausdrucks ins Licht.

Peter Techet (Mainz) stellte den geistigen Konflikt zwischen der österreichischen Theorie der Demokratie und des positiven Rechts, so wie sie der Staatsrechtler Hans Kelsen in seinem Buch *Reine Rechtslehre* (1934) beschrieben hat, und der deutschen demokratischen Idee laut Carl Schmitt vor. Kelsen betrachtet den Staat nicht als Institution mit vorgelegten Gesetzen, sondern als ein juristisches System, das die Rechte der Minderheiten in einer grundsätzlich heterogenen Gesellschaft (nach dem Modell der Ersten Republik Österreichs) verteidigt.

Der Vortrag von **Vincent Artuso** (Luxemburg) ermöglichte uns, einen Schritt Richtung Nord-Westen zu machen, und den Kontext der Entstehung der luxemburgischen parlamentarischen Demokratie kennenzulernen. Vor dem Hintergrund einer Wirtschafts- und Identitätskrise in den dreißiger Jahren zögerte der luxemburgische Staat zwischen einer autoritären und einer sozialen Wende: Es bestand eine allgemeine Angst vor dem Fremden sowohl in den rechten als auch in den linken politischen Bewegungen. 1937 wurde die „*Loi muselière*“ (Maulkorbgesetz) als logische Folge des Ausnahmegesetzes von 1915 verabschiedet. Das letztere ermöglichte dem Staat, durch Dekrete zu regieren, d.h. auf eine autoritäre Weise, die besonders für die Immigrationsfragen verwendet wurde.

Hanno Rebahn (Wien) stellte seine frisch verteidigte Doktorarbeit vor, wobei er eine kritische konzeptuelle Analyse der verschiedenen Anwendungen des Wortes „Demokratie“ in den fünf Parteien und politischen Bewegungen der Ersten Republik Österreich vorschlug. Ein Ergebnis war, dass die Parteien das Wort ungenau, sogar widersprüchlich verwendeten.

Claus Schaefers Vortrag (Erlangen-Nürnberg) bezog sich auf die Figur von André François-Poncet, französischer Diplomat in Berlin, und auf seine Bezeichnung des modernen Republikanismus. Laut André François-Poncet sollte die Elite der Gesellschaft ihre politische Stellung neu erobern, um die Demokratie vor der Mehrheit und der Masse zu „retten“ und auf den rechten Weg zurück zu bringen. Seine Definition stützt sich auf einem „aufgeklärten Nationalismus“ und kann als theoretischer Grundstein des *Régime de Vichy* wahrgenommen werden. Die Grundlage des modernen Republikanismus wäre demnach dreifach: eine liberale gesellschaftliche und wirtschaftliche Ordnung, ein autoritärer Staat, und die Macht in den Händen einer technokratischen, wissenschaftlichen und demokratisch gewählten Elite.

Die Demokratie als Streitthema in der Literatur

Am Dienstag dem 18. Juni wurde über die Thematisierung der Demokratie in der Literatur gesprochen: welche Kontroversen werden da dargestellt? Welche Rolle spielt der literarische Aspekt der Texte im Einsetzen dieser Themen?

Mit seinem Referat, „Un espace littéraire d’imagination politique : la mise en scène des débats politiques dans les romans de la révolution allemande (1927-1932)“, hat **Jean-François Laplénie** die Inszenierung der politischen Einstellungen, sowie die demokratische Erfahrung in den Romanen, die die Novemberrevolution thematisieren, analysiert. Er unterscheidet zwischen sogenannten ‚Revolutionsromanen‘, die gleich nach der Revolution geschrieben wurden, und den späteren zwischen 1927 und 1932 verfassten Romanen. Die letzteren dienten als Arbeitsmaterial für diesen Vortrag. Jean-François Laplénie hat die Frage der Artikulierung zwischen Individualität und Kollektivität in der Literatur aufgeworfen. Die politische Dimension dieser ‚Tendenzbücher‘ setzt sich der literarischen Mehrstimmigkeit entgegen. Wie kann sich dann das Kollektive angesichts dieser Individualitäten artikulieren? In diesem Rahmen wurden

hier die literarischen Aspekte von verschiedenen Revolutionsromanen als Vehikel politischer Meinungen untersucht.

Matthias Kern hat sich seinerseits mit dem *roman populiste* beschäftigt. In seinem Vortrag, „La démocratie comme enjeu littéraire ? À propos du roman populiste de Léon Lemonnier“, hat er sich gefragt, ob die Literatur an der Verbreitung der demokratischen, bzw. republikanischen Werte teilnehmen kann. Die Thematik der Verbindung zwischen individueller und kollektiver Ebene war hier ebenso vertreten, weil es sich um die Ausbreitung von Ideen in der Bevölkerung handelte. Matthias Kern hat die Politisierung der Literatur durch das Auftauchen des vom Naturalismus inspirierten *roman populiste*, analysiert. Gegen den wegen seiner Wissenschaftlichkeit kritisierten Naturalismus hegte man im populistischen Roman eine gewisse Sympathie mit den dort beschriebenen Figuren. Mit einer progressiven Analyse des Romans *La femme sans péché* von Léon Lemonnier (1927) zeigt er, inwiefern die Bearbeitung des Romans seiner Absicht schadet. Die Peripetien von Sophie, einer unbefleckten, die christliche Moral verkörpernden Frau, setzen sich zwar einer bürgerlichen Literatur entgegen, jedoch entwirft die Erzählung keinen spezifisch populären Rahmen. Im Gegenteil wurde Lemonniers Roman eben für seine kanonische Schreibweise gepriesen und erscheint als Gegenbeispiel für den literarischen Erfahrungsbericht, den der *roman populiste* bezweckte.

Dann wurde von Thomas Manns Überlegungen über Demokratie berichtet. **Sebastian Hansens** Referat, „‘Demokratie hingegen ist ewig menschlich’. Thomas Manns Werben für die Demokratie in Deutschland und Europa 1919-1939“, hat den durch den Mord an Walther Rathenau verursachten Umbruch in Manns Denken 1922 analysiert. Zu diesem Zeitpunkt nimmt dieser eine demokratische Einstellung an. Jedoch zeigt Sebastian Hansen, inwiefern diese neue Einstellung auch als eine Kontinuität mit dem ehemaligen Denken verstanden werden kann. Er wollte die verschiedenen Etappen aufzeigen, die Mann zu seiner Auffassung der Demokratie als ‘ewig menschlich’ geführt haben. Er hat erklärt, wie Manns frühe Kritik an den westlichen Demokratien schon eine Suche nach einem sich vom bestehenden Kaiserreich absetzenden politischen Modell war. Er lehnte also die Demokratie nicht grundsätzlich ab. Dann hat Sebastian Hansen erklärt, wie Mann, obwohl er die Entwicklung der bürgerlichen Gesellschaft als verfehlt betrachtete, sich um ein neues Verständnis von Bürgerlichkeit bemühte, die er als „ethisches Lebenssymbol“ begriff. In diesem Sinne kann seine Auffassung von Demokratie als eine Verwirklichung zeitloser Werte gegen verführerische Ideologien und für die Humanität verstanden werden.

Marion Garots Vortrag, „Joseph Roth le journaliste face aux violences politiques durant la République de Weimar (1919-1933)“, handelte von Joseph Roths Einstellung als Journalist angesichts des Aufstiegs des Faschismus in der Weimarer Republik, sowie der ihn begleitenden Gewalt. Roth widersetzte sich heftig den „Verleumdern“ der Republik, wie es Marion Garots Untersuchung von Roths Artikeln über „Toilettennationalismus“ zeigt. Seine radikale

Ablehnung jeglicher Form der Intoleranz ist in seiner Kritik an den gewalttätigen Akten politischer Parteien, der patriotischen Radikalisierung eines Teils der Jugend, dem Verhalten der Polizei gegenüber den Nationalisten, sowie der Vertrautheit zwischen Politik und Presse, erkennbar. Diese Vertrautheit ist auch ein Grund dafür, dass sich Roth von der *Frankfurter Zeitung* distanzierte. Marion Garot hat in diesen Artikeln Roths kritische Logik und deren politische Rezeption analysiert. Sie hat die Bedeutsamkeit von Roths Schriften als Waffe im Dienst der Demokratie betont.

Der letzte Vortrag dieses Vormittags lautete: „Das Theater, ein demokratischer Ort? Technologie und Totalitarismus bei Karel Čapek“. **Andreas Häcker** hat das Auftauchen des politischen Denkens und der Technologie auf der theatralischen Bühne untersucht. Čapeks technokratische und totalitäre Welten scheinen nämlich Besorgnisse zu Beginn des 21. Jahrhunderts zu widerspiegeln, wovon neuere Inszenierungen voller Industrieroboter und Sprachassistenten zeugen. Er hat sich mit der transnationalen Rezeption von R.U.R., einem utopischen Kollektivdrama und dessen Inszenierungen in den 1920er und 1930er Jahren beschäftigt. Andreas Häcker hat gezeigt, wie die Revolution von Androiden gegenüber Menschen im Grunde eine Reflektion über die Menschheit im industriellen Zeitalter ist. Das Auftauchen von Militärrobotern wird impliziert kritisiert und deckt Čapeks pazifistisches Denken auf. Aber wie lässt sich dieses Denken auf der Bühne darstellen? Andreas Häcker hat folgende Frage aufgeworfen: Ist Theater *per se* ein ewiger Hort autoritärer Strukturen oder kann es zu einem Ort der Demokratie werden? In diesem Sinne gibt das illustrierte Buch *Wie ein Theaterstück entsteht* (1925) zu verstehen, dass bei Čapek in erster Linie kollektive Produktions- und Sinnstiftungsprozesse humorvoll hinterfragt werden.

Demokratische Strategien und Praktiken

In der dritten Sektion, „Demokratische Strategien und Praktiken“, begann das Interesse an die Praxis der Demokratie mit einem ersten Vortrag von **Christian Jacques** (Strasbourg) über den Sozialdemokraten Emmanuel Radl. Dieser nahm an der öffentlichen Debatte über die Natur des tschechoslowakischen Staates aktiv teil und veröffentlichte mehrere Werke über die nationale deutsche Minderheit, Geschichte und Demokratie. Sein Diskurs, der die Gründung des tschechischen Staates und seine Behandlung der deutschen Minderheit kritisiert, ist jedoch widersprüchlich, denn er preist einerseits die aktive Teilnahme der Bürger an, bezeichnet aber andererseits eine tschechische Ethnie, die die Minderheiten ausgrenzt.

Benjamin Grijls Vortrag „*Manifestation politischer Meinung im öffentlichen Raum. Demonstrationen in Wien während der Ersten Republik*“ setzte sich mit der Rolle der österreichischen Medien auseinander. Er ging der Frage nach, wie die Zeitungen, und vor allem die Wiener Zeitung, als offizielles Organ der Republik Österreich, ab 1918 die Demonstrationen rezipiert und wahrgenommen haben. Von einer semantischen Analyse ausgehend, die die

Verwendungen des Begriffs „Demonstration“ je nach den politischen Einstellungen der jeweiligen untersuchten Presseorgane unter die Lupe nimmt, legte der Wissenschaftler eine Entwicklung nahe, die die sozialpolitischen Spannungen in der Zwischenkriegszeit widerspiegeln. Während die ersten Demonstrationen als Zeichen eines demokratischen Selbstverständnisses im öffentlichen Raum gelten können – die Themen und die Schwerpunkte der Demonstrationen waren im Verlauf der Demonstration besprochen und konnten verändert werden –, zeugt die Entwicklung von einer zunehmenden Politisierung: die aufkommenden politischen Kräfte, die sich dann in austro-faschistische und nationalsozialistische Massenideologienparteien umwandeln werden, versuchen, solche Demonstrationen unter die Kontrolle zu bekommen, wobei der Abstand zwischen parlamentarischer Politik einerseits und außerparlamentarischer Straßenpolitik andererseits immer größer wird.

Gérald Arboits Beitrag « *Identités Relations Internationales et Civilisations de l'Europe. La longue crise politique luxembourgeoise, 1913-1940* » untersuchte die politische Krise, die das Großherzogtum Luxemburg zwischen 1913 und 1940 zutiefst erschütterte. Der Tod von Paul Eyschen (zwischen 1878 und 1915 Staatsminister und Regierungspräsident) im Jahre 1915 markierte nämlich den Anfang von langjährigen Umwälzungen, die die luxemburgische Regierung ins Wanken brachten. Die Reichweite dieser Krise lässt sich auf drei Ebenen (parlamentarisch, dynastisch und autoritär) zurückverfolgen. Nach langem Abbröckeln von Eyschens politischem Einfluss enthüllte sein Tod eine systeminterne Lücke. Diese Instabilität wurde durch die belgischen Versuche verstärkt, durch Marie-Adeläides Sturz das Großherzogtum in das belgische Staatsgebiet zu integrieren. Zu den politischen Unruhen trug auch die zunehmende Politisierung und Radikalisierung von sozialen Kräften bei, die, durch die politischen Entwicklungen in den Grenzländern angespornt, immer mehr soziale und christliche Parteien auf ihre Seite gewinnen. Trotz zahlreicher Versuche, diese oppositionellen Kräfte durch verschiedene Gesetze einzudämmen, blieb die außerparlamentarische Opposition sehr stark.

Gesprächsrunde

Am Nachmittag fand eine von **Reiner Marcowitz** moderierte Gesprächsrunde statt. TeilnehmerInnen waren Emilia Kustova, vom slawischen Institut der Universität Strasbourg, Stéphane de Tapia, vom türkischen Institut der Universität Strasbourg und Emmanuel Droit, von Sciences Po Strasbourg.

Emilia Kustova:

Russland gibt sich weltweit als Verteidiger der Demokratie aus, wobei es viele geopolitische und militärische Einmischungen rechtfertigt. Ein Erklärungsansatz ist, dass Russland auf einer rein formellen Ebene eine Demokratie ist. Das Land hat sich nämlich von den amerikanischen und französischen Verfassungsmodellen inspirieren lassen, auch wenn viele Grauzonen ungeklärt bleiben. Emilia Kustova weist auch darauf hin, dass Russland sich zu einer Tradition von demokratischer Verfassung bekennt, wie es die Gesetzesveränderungen von 1936 und 1977 beweisen können. Hinter diesem Anschein von Demokratie kommen aber zahlreiche autoritäre Tendenzen zu Tage, die die politischen oppositionellen Parteien und Medien unterdrücken und dadurch die öffentliche Meinung unterminieren. Das russische System beruht auf dem Prinzip einer „souveränen“ Demokratie.

Stéphane de Tapia:

Stéphane de Tapia betont einleitend die Ähnlichkeiten zwischen Russland und der Türkei. Im Gegensatz zu vielen Vorurteilen ist das Prinzip der Demokratie in diesem Land nicht neu und reicht bis ins Osmanische Reich zurück. Dieses politische System hatte sich damals als eine nachhaltige Regierungsform durchgesetzt, auch wenn sie stets (was heute noch der Fall ist) zwischen einem reaktionären Autoritarismus und dem Streben nach mehr Freiheit zerrissen wurde. Die Krise der letzten 20 Jahre ist ein weiteres Beispiel für diese Dynamik, auch wenn die zeitgenössische Situation alarmierende Zeichen aufweist: die Presse ist unter staatlicher Kontrolle, die Debatten sind gefälscht und die opponierenden Medien stillgelegt. Solche Maßnahmen stoßen trotzdem auf die Opposition eines Teils der Bevölkerung, was die Konflikte schürt und die Möglichkeit eines Bürgerkriegs erhöht. Allein dieser Widerstand rettet die Türkei vor einer diktatorischen Regierung.

Emmanuel Droit:

In Frankreich und Deutschland erschüttern die populistischen Tendenzen zutiefst die demokratischen Muster, die seit der Nachkriegszeit fortbestehen. Die Euphorie und der feste Glauben, die Demokratie bilde den unüberholbaren Horizont der Geschichte, haben nun starken Infragestellungen gewichen. Die aktuellen Systeme sind nun außerstande, den neuen Herausforderungen und Erwartungen der Gesellschaft gerecht zu werden. Aus der sozialpolitischen Impotenz, zum Beispiel die Angehörigen der dritten Einwanderergeneration zu integrieren, ergibt sich eine gravierende Desartikulation zwischen einer Gesellschaft, die mit tiefgreifenden, noch nie erlebten Umwälzungen konfrontiert ist, und einer westlich zentrierten politischen Tradition, die jetzt vor der doppelten Aufgabe einer Dekonzentrierung der Macht und einer Repolitisierung der Gesellschaft steht.

Transnationalität der demokratischen Debatten und Praktiken

Vor dem Hintergrund der wichtigsten politischen Entwicklungen der Zwischenkriegszeit untersucht **Sebastian Liebold** in seinem Beitrag *“Einigkeit im Gegensätzlichen. Frankreich- und Deutschlandbilder der intellektuellen Kollaboration”* den Ideentransfer im Lager der Rechtsintellektuellen und dabei die Ideen, die in der Zwischenkriegszeit beiderseits des Rheins kursierten. Durch die Lebensläufe von drei ausgewählten deutschen Publizisten (Friedrich Sieburg, Karl Epting, Johannes Stoye) und von drei Franzosen (André Germain, Alphonse de Châteaubriant, Bertrand de Jouvenel) führt der Chemnitzer Wissenschaftler eine Systemkonfrontation durch, die das Frankreichbild der Deutschen und das Deutschlandbild der Franzosen beleuchtet und die Differenzierungsmuster zutage bringen. Am Beispiel von Friedrich Sieburg, Karl Epting und Johannes Stoye analysiert er die Rolle des Bürgers, die Zivilisationsidee und geopolitische Fragen der späten Dritten Republik. Mit Büchern von André Germain, Alphonse de Châteaubriant und Bertrand de Jouvenel zeichnet er das französische Deutschlandbild nach, das das Eintreten für Verständigung und eine Faszination für die NS-Politik, das Führerprinzip und die Rolle der Jugend betonte. Die Ergebnisse des Vergleiches zeigen: Für die Deutschen erwies sich die autoritär wahrgenommene Diktatur als Zeichen von "Modernität", für die Franzosen als erwünschte "Restauration" vorrevolutionärer Ordnungsideen.